

DANS L'ACTUALITE du 8 au 12 septembre 2017

Textes officiels

JORF n°0211 du 9 septembre 2017

Arrêté relatif à l'approbation de l'avenant au cahier des charges de l'appel à projets « développement de services publics innovants à l'intention des start-up de la French Tech »

[Arrêté du 19 juillet 2017 relatif à l'approbation de l'avenant au cahier des charges de l'appel à projets « développement de services publics innovants à l'intention des start-up de la French Tech »](#)

Agrément de la société BCM Energy au titre de l'article L. 314-6-1 du code de l'énergie pour un nombre maximal de 18 contrats d'achat

[Arrêté du 24 août 2017 relatif à l'agrément de la société BCM Energy en application de l'article L. 314-6-1 du code de l'énergie](#)

Arrêté précisant la notification de déclaration préalable au CRPF en cas de coupes d'urgence

[Arrêté du 1er septembre 2017 fixant le contenu de la notification de coupes d'urgence au centre régional de la propriété forestière et prévue à l'article L. 312-10 du code forestier](#)

JORF n°0210 du 8 septembre 2017

Examen du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme

[Décret du 7 septembre 2017 portant convocation du Parlement en session extraordinaire](#)

Arrêté ayant pour objet de compléter et de modifier l'arrêté modifié du 24 janvier 2014 concernant les exploitants des installations soumises au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

[Arrêté du 26 juillet 2017 modifiant l'arrêté modifié du 24 janvier 2014 fixant la liste des exploitants auxquels sont affectés des quotas d'émission de gaz à effet de serre et le montant des quotas affectés à titre gratuit pour la période 2013-2020](#)

Mise à jour de la liste des titres de séjour des étrangers pour avoir accès au droit au logement opposable DALO

[Arrêté du 7 août 2017 fixant la liste des titres de séjour prévue aux articles R. 300-1 et R. 300-2 du code de la construction et de l'habitation](#)

Prise en considération du geocooling dans la réglementation thermique (procédure dite « Titre V »)

[Arrêté du 16 août 2017 relatif à l'agrément des modalités de prise en compte du geocooling dans la réglementation thermique 2012](#)

Projet de loi

Dernière modification : 07 septembre 2017

Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels

[Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement \(TREX1722331L\)](#)

Jurisprudence

Rénovation énergétique du tertiaire et des bâtiments publics. Suite à une suspension partielle au mois de juin, le juge des référés suspend entièrement l'exécution du décret tertiaire et attend que le Conseil d'État se prononce sur le fond

[CE 11 juillet 2017 Conseil du commerce de France, l'association Perifem, l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, req. n°411578](#)

Décisions du Conseil Constitutionnel relatives aux lois organique et ordinaire pour la confiance dans la vie politique

Cons. const. 8 sept. 2017, n° 2017-752 DC :

[Décision - 2017-752 DC - Loi pour la confiance dans la vie politique](#)

Cons. const. 8 sept. 2017, n° 2017-753 DC :

[Décision - 2017-753 DC - Loi organique pour la confiance dans la vie politique](#)

Le 12 septembre 2017, le Conseil constitutionnel a été saisi de la QPC 2017-672 relative au Code de l'urbanisme, article L. 480-13, 1° dans la version issue de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances. La Cour de cassation a renvoyé la QPC au Conseil constitutionnel.

[Cass Civ 3e 12 septembre 2017, n°17-40.46](#)

[Article L. 480-13 du code de l'urbanisme](#)

Vu par ailleurs

Urbanisme

Quelles conséquences après le décret n° 2017-1322 du 5 septembre 2017 (JO du 7 septembre 2017) portant abrogation de certaines dispositions du code de l'urbanisme

[Caducité des documents du lotissement : un décret enfonce le clou](#)

Source : localtis.info du 07/09/2017

Environnement

Les Etats contraints de prendre des mesures pour la protection de la qualité de l'air

[Pollution de l'air : les décisions de justice mettant en cause les Etats se multiplient](#)

Source : actu-environnement du 11/09/ 2017

La contribution de l'ordre des architectes au futur projet de loi Logement

[Projet de loi logement - L'ordre des architectes propose le "permis de construire déclaratif"](#)

Source : localtis.info du 11/09/2017

Transport

L'UE enquête sur les émissions de CO2 dues au transport maritime

[Transport maritime : l'UE consulte sur sa politique de suivi des émissions de CO2](#)

Source : actu-environnement du 11/09/ 2017

Presse

Le déclin de l'industrie nucléaire

[Le nouveau nucléaire concurrencé par les énergies vertes](#)

Source : Les Echos du 12/09/2017

Des immeubles en bois vont bientôt s'ériger en France

[Construction : les tours en bois font leur promotion](#)

Source : Les Echos du 12/09/2017

La justice française et les victimes des catastrophes climatiques

[« Il faut créer un parquet national environnement »](#)

Source : le Monde du 12/09/2017

La stratégie d'Emmanuel Macron sur la politique d'accueil des SDF

[Logement : « La logique de Macron est de faire mieux avec moins d'argent »](#)

Source : le Monde du 12/09/2017

Recours contre la construction d'un immeuble sur une carrière antique

[A Marseille, la bataille de la Corderie aura bien lieu](#)

Source : le Monde du 08/09/2017

Dijon métropole met en oeuvre la gestion connectée de l'espace urbain

[Dijon s'invente en métropole connectée et vitrine française des « smart cities »](#)

Source : le Monde du 08/09/2017

Vu dans les revues

AJDA n°29-2017 du 11 septembre 2017 p. 1636 *Les silhouettes de Dannemarie devant le Conseil d'État* – Conseil d'Etat 1 septembre 2017

AJDA n°29-2017 du 11 septembre 2017 p. 1637 *Emmanuel Macron appelle les préfets à devenir des « entrepreneurs de l'Etat »* par Jean-Marc Pastor

AJDA n°29-2017 du 11 septembre 2017 p. 1646 *Retrait de permis d'aménager et substitution de motifs* – Tribunal administratif de Melun 3 mai 2017

AJDA n°29-2017 du 11 septembre 2017 p. 1648 *Responsabilité de l'Etat et de la commune pour un projet avorté d'installation d'éoliennes* – Cour administrative d'appel de Marseille

AJDA n°29-2017 du 11 septembre 2017 p. 1669, *Rénovation du contentieux contractuel : travaux de finitions* par Guillaume Odinet et Sophie Roussel